



Rubrique: Inscriptions au registre du commerce
Sous-rubrique: Nouvelle inscription
Date de publication: SHAB - 27.05.2019
Numéro de publication: HR01-1004639052
Canton: VD

Entité de publication:
Bundesamt für Justiz (BJ), Eidgenössisches Amt für das Handelsregister, Bundesrain 20, 3003 Bern

Nouvelles entrées Réno-Immobilier SA, Le Mont-sur-Lausanne

Réno-Immobilier SA
Chemin de Longeraie 103
1052 Le Mont-sur-Lausanne

Forme juridique: Société anonyme

IDE: CHE288364577

Siège: Le Mont-sur-Lausanne

Objectif

la société a pour but: toutes opérations immobilières, achat, vente, gérance, gestion et entretien d'immeubles, à l'exception des opérations prohibées en Suisse par la Loi fédérale sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger (LFAIE) (pour but complet cf. statuts).

Registre journalier no 9286 du 22.05.2019

Registre responsable: Registre du commerce du Canton de Vaud

Révision:

Renonciation à la révision

Réno-Immobilier SA, à Le Mont-sur-Lausanne, Chemin de Longeraie 103, c/o Réno-Services Sàrl, 1052 Le Mont-sur-Lausanne, CHE-288.364.577. Nouvelle société anonyme. Statuts: 5 avril 2019. But: la société a pour but: toutes opérations immobilières, achat, vente, gérance, gestion et entretien d'immeubles, à l'exception des opérations prohibées en Suisse par la Loi fédérale sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger (LFAIE) (pour but complet cf. statuts). Capital-actions: CHF 100'000, entièrement libéré, divisé en 100 actions nominatives de CHF 1'000, avec restrictions quant à la transmissibilité selon statuts. Organe de publication: Feuille officielle suisse du commerce. Communications aux actionnaires: par courrier ou par courriel. Administration: Sacco Jean-Pierre, du Mont-sur-Lausanne, président, et Dos Santos Ramos Vítor Manuel, du Portugal, tous deux au Mont-sur-Lausanne, avec signature individuelle. Selon déclaration du 5 avril 2019, la société n'est pas soumise à une révision ordinaire et renonce à une révision restreinte.

L'entité juridique mentionnée a été inscrite au registre du commerce et jouit de la capacité juridique.

Publication selon les art. 9 et 35 ORC.